

---

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

### C.C.A.P.

---

Marché établi en application du Code de la commande publique

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2018/12/3/2018-1075/jo/texte>

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/ordonnance/2018/11/26/2018-1074/jo/texte>

### Marché 2025.54

Prestation de voyage pour l'organisation d'un Retail Safari des Master  
1ème année en Commerce Distribution à l'IAE de l'Université de Lille

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ _____	3
ARTICLE 2 – FORME ET COMPOSITION DU MARCHÉ _____	3
ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS _____	3
ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHÉ _____	4
ARTICLE 5 – LIEU DE PRISE EN CHARGE _____	4
ARTICLE 6 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE _____	4
ARTICLE 7 – RESPECT DES PRINCIPES DE LA REPUBLIQUE _____	4
ARTICLE 8 – OBLIGATIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE _____	5
ARTICLE 9 – OPERATIONS DE VERIFICATION ET ADMISSION _____	5
ARTICLE 10 – OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE _____	5
ARTICLE 11 – LOI INFORMATIQUE ET LIBERTES DU REGLEMENT GENERAL DE LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD) _____	6
ARTICLE 12 – CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHÉ _____	7
ARTICLE 13 - PRIX _____	8
ARTICLE 14 – MODE DE REGLEMENT/PAIEMENT _____	8
ARTICLE 15 – AVANCE FORFAITAIRE _____	10
ARTICLE 16 – CHANGEMENTS AFFECTANT LE STATUT DU TITULAIRE _____	10
ARTICLE 17 - PENALITES _____	11
ARTICLE 18 - RESILIATIONS _____	11
ARTICLE 19 – LITIGES – REGLEMENT DES DIFFERENDS _____	12
ARTICLE 20 – DEROGATION AU CCAG FCS _____	13

## ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la prestation de voyage pour l'organisation d'un Retail Safari des Master 1<sup>ère</sup> année en Commerce Distribution à l'IAE de l'Université de Lille.

## ARTICLE 2 – FORME ET COMPOSITION DU MARCHÉ

La présente consultation est passée sous la forme d'un marché à procédure adaptée selon les dispositions des articles R2123-1 et suivants du Code de la commande publique.

Il prendra la forme d'un marché ordinaire de services composé d'un lot unique en raison de l'impossibilité technique de dissocier les prestations qui le composent. Ce projet nécessite la coordination cohérente et simultanée de prestations interdépendantes.

Par ailleurs, il comportera potentiellement, si le pouvoir adjudicateur décide de la garder, une Prestation Supplémentaire Eventuelle :

- **PSE 1 : Option assurance annulation pour 4 personnes**

## ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Conformément à l'article 4.1 du CCAG-FCS, le marché est constitué par les éléments contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement (ATTRI 1) et ses annexes, complétés et signés, dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'Université, fait seule foi en cas de litige,
2. Le présent cahier des clauses particulières (CCAP), paraphé et signé, dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'Université Lille, fait seule foi en cas de litige,
3. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
4. L'offre technique du titulaire,
5. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) de 2021

**Le candidat accepte sans réserve les clauses du présent CCAP.**


Les conditions générales de vente qui seraient contraires aux dispositions du présent marché et à la réglementation des publics ne sont pas applicables.

L'offre est rédigée en français (loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française et décret n° 95-240 du 3 mars 1995 pris pour son application). De même, les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

## **ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHÉ**

Le présent marché est conclu pour une durée ferme de 3 jours à compter de l'une des deux dates indiquées à l'article 3 du CCTP.

## **ARTICLE 5 – LIEU DE PRISE EN CHARGE**

 IAE Lille Site Roubaix  
651 Avenue des Nations Unies  
59100 Roubaix

## **ARTICLE 6 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE**

Le titulaire remet :

- Avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés (salarié envoyé à l'étranger pour effectuer un travail pendant une durée déterminée) et une copie de la déclaration de détachement conformément aux dispositions des articles R1263-4-1 et R1263-6-1 du Code du travail.
- En cas de recours au prêt de main d'œuvre, le contrat de mise à disposition du ou des employés entre l'entreprise prêtant la main d'œuvre et l'entreprise bénéficiaire. Pour rappel, le prêt de main d'œuvre est un mécanisme à but non lucratif, en cas de violation de ce mécanisme, les entreprises s'exposent à 2 ans d'emprisonnement et 30 000 € d'amende (Article L8243-1 du Code du travail)
- Avant la conclusion du marché, une attestation sur l'honneur indiquant ne pas employer des travailleurs étrangers ou la liste nominative des travailleurs étrangers soumis à l'autorisation de travail en précisant pour chaque salarié leur date d'embauche, leur nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail (article D8254-2 du Code du travail)

## **ARTICLE 7 – RESPECT DES PRINCIPES DE LA REPUBLIQUE**

Conformément à l'article 1 de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République et l'article L141-6 du Code de l'éducation, le titulaire s'engage à ce que ses salariés et l'ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses et traitent de manière égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité et ce tout au long de la durée du contrat.

Il appartient au titulaire de faire respecter cette obligation durant toute la durée d'exécutions des prestations. Des contrôles inopinés pourront être réalisés par l'Université en sa qualité de pouvoir adjudicateur.

En cas de non-respect de ces principes, le titulaire s'expose à des pénalités ainsi qu'à une résiliation pour faute.

#### **ARTICLE 8 – OBLIGATIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE**

Lors de la déclaration de sous-traitance, le titulaire doit remettre à l'acheteur un acte spécial de sous-traitance (DC4) par voie électronique ou par lettre recommandée avec accusé de réception avec tous les renseignements demandés dans ce formulaire.

De plus, il est rappelé que, conformément à l'article L2193-3 du Code de la commande publique, la sous-traitance ne peut porter sur l'intégralité des prestations du marché. En cas de doute sur la nature de la sous-traitance, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de demander le contrat de sous-traitance établi entre le titulaire et le potentiel sous-traitant.

Le sous-traitant de 1<sup>er</sup> rang a droit au paiement direct dès lors que le contrat de sous-traitance est supérieur à 600 € TTC (article 6 de la loi du 31 décembre 1975).

Le sous-traitant de 1<sup>er</sup> rang déclare au titulaire ses propres sous-traitants.

Le titulaire doit s'assurer que le sous-traitant de 2<sup>nd</sup> rang répond à toutes les règles imposées au sous-traitant de 1<sup>er</sup> rang.

La déclaration de sous-traitance de 2<sup>nd</sup> rang doit être également transmise à l'acheteur. Il est précisé que les sous-traitants de 2<sup>nd</sup> rang et ultérieurs sont exclus du paiement direct.

En matière de responsabilité, la sous-traitance se fait sous la responsabilité du titulaire ce qui veut dire qu'il demeure responsable de l'exécution du marché.

#### **ARTICLE 9 – OPERATIONS DE VERIFICATION ET ADMISSION**

Les opérations de vérification quantitative et qualitative sont effectuées par l'Université, conformément aux dispositions prévues par les articles 27 et 28 du CCAG-FCS.

Le délai imparti pour l'Université pour prononcer, ou non, l'admission est celui qui ressort de l'application des dispositions de l'article 30.1 du CCAG-FCS.

Les décisions d'admission sont prises sous réserve des vices cachés. Au cas où l'université découvrirait, après admission, des défauts, elle en avise le titulaire dans les délais les plus brefs. Ce dernier procède alors à leur remplacement par retour du courrier.

Toute contestation fait l'objet de l'établissement immédiat d'un document écrit, dans lequel l'université consigne ses réserves et ses observations et l'adresse au titulaire.

En cas de défaillance du titulaire, le Pouvoir Adjudicateur fera application des articles 38 et suivants du CCAG-FCS.

#### **ARTICLE 10 – OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE**

Conformément à l'article 5.1.1 du CCAG-FCS, le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissances d'informations ou reçoivent

communication de documents ou d'éléments de toute nature revêtant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour l'exécution du service, à l'organisation fonctionnelle du service et du pouvoir adjudicateur, sont tenus par une obligation de moyen de confidentialité afin d'éviter que ces éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

En somme, le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent ou tout résultat, étude qui en seraient issus.

Il est précisé que les documents rendus publics ne sont pas assujettis au présent article.

Par ailleurs, l'obligation de confidentialité du titulaire s'étend également aux sous-traitants à sa charge. Il doit s'assurer du respect, par ses sous-traitants des dispositions relatives à l'obligation de confidentialité et du respect de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel. De ce principe, le titulaire s'engage à faire figurer dans son contrat avec le sous-traitant une clause imposant à celui-ci les mêmes obligations que celles du présent marché.

## **ARTICLE 11 – LOI INFORMATIQUE ET LIBERTES DU REGLEMENT GENERAL DE LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)**

### **11.1. Objet**

Au regard du règlement général sur la protection des données (RGPD) :

L'Université de Lille est responsable du traitement de données à caractère personnel. Le titulaire est responsable du traitement de de données à caractère personnel qu'il met en œuvre afin de pouvoir réaliser la prestation (noms, prénoms pour la réservation des vols).

Les parties échangent les seules données à caractère personnel nécessaires à l'exécution du marché, à l'exclusion de toute relation de sous-traitance ou de responsabilité conjointe de traitement au sens du RGPD. En conséquence, chaque responsable de traitement assure lui-même la conformité de son traitement au RGPD.

L'offre :

- Décrit les traitements de données à caractère personnel que le candidat effectuera pour exécuter sa prestation ;
- Fournira obligatoirement une politique de protection des données personnelles dans laquelle figureront les mesures et garanties prises par le candidat pour assurer leur conformité au RGPD.

La sécurité des échanges de données à caractère personnel entre les parties est définie conjointement, dans le cadre des procédures mises en place en phase initiale d'exécution de la prestation.

## **ARTICLE 12 – CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE**

### **12.1 – Clause de réexamen**

#### **12.1.1 – Extension du nombre de personnes couvertes par l'assurance annulation**

En application de la présente clause, le pouvoir adjudicateur se réserve expressément la faculté de modifier le nombre de personnes bénéficiaires de l'option « assurance annulation » prévue au marché, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant.

Cette faculté ne pourra être exercée que dans l'hypothèse où le pouvoir adjudicateur décide de retenir la PSE correspondante au moment de l'attribution du marché.

**L'extension du nombre de bénéficiaires sera limitée à 4 personnes supplémentaires maximum par rapport au nombre initialement prévu au contrat** (soit un total maximal de 8 personnes). Le pouvoir adjudicateur informera le titulaire de cette modification au moins 1 semaine avant la date effective retenue parmi les deux dates proposées dans le CCTP.

Le prix applicable à ces personnes supplémentaires sera calculé au prorata du montant forfaitaire de la PSE divisé par 4, sauf accord exprès contraire intervenu entre les parties.

Exemple : montant forfaitaire de 200 € pour 4 personnes → 50 € par personne supplémentaire.

### **12.2 – Réalisation de prestations similaires**

Dans le cadre de ce marché, il est prévu la possibilité de passer un ou plusieurs marchés publics sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire en application de l'article R2122-7 du Code de la commande publique pour le marché dans les conditions suivantes :

La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du marché. Le(s) montant(s) de ce(s) nouveaux marché(s) cumulé(s) avec le montant du marché initial concerné, passé après mise en concurrence, sera inférieur au seuil européen de 143 000 € HT.

Pour chaque marché de prestations similaires, le titulaire s'engage à respecter à minima les prix concernés du marché initial, sauf justifications dûment apportées et librement acceptées par l'Université de Lille.

En cas de refus de l'Université de Lille d'accepter un quelconque dépassement des prix concernés, le titulaire ne pourra en aucune manière prendre prétexte de ce refus pour

formuler une quelconque réclamation ou refuser l'exécution des prestations que ce soit dans le cadre du marché initial ou du marché de prestations similaires.

## **ARTICLE 13 - PRIX**

### **13.1. - Prix de règlement**

Les prix sont conformes à l'acte d'engagement et à la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

En vertu de l'article 10 du CCAG FCS, le prix de règlement objet du marché est établi à partir des propositions toutes taxes comprises (TTC) en euros du titulaire.

En complément des dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG FCS de 2021, il est précisé que les prix incluent tous les frais résultants de l'exécution des prestations confiées au Titulaire dont la maintenance évolutive dite obligatoire, y compris les frais généraux, impôt, taxes, ainsi que les assurances que le Titulaire doit souscrire au titre de sa responsabilité civile professionnelle.

Les prix sont également réputés comprendre tous les frais afférents à l'exécution des prestations, c'est-à-dire au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

### **13.2. Forme de prix**

Le marché est traité à prix forfaitaire.

### **13.3. Révision de prix**

Les prix sont fermes pendant toute la durée du marché.

## **ARTICLE 14 – MODE DE REGLEMENT/PAIEMENT**

### **14.1 - Le règlement est effectué sur présentation d'une facture correspondant à l'exécution des prestations.**

Les modalités de paiement sont définies à l'article 8 du présent CCAP.

La facture, libellée "Université de Lille", doit être adressée impérativement via le portail CHORUS PRO (SIRET : 130 029 754 00012 et TVA intracommunautaire : FR88 130 029 754, pas de code service).

Pour tout renseignement complémentaire sur la facturation, vous pouvez utiliser l'adresse mail générique : [facturier-ulille@univ-lille.fr](mailto:facturier-ulille@univ-lille.fr)



La facture doit impérativement comporter les indications prévues par la réglementation de la Comptabilité Publique et notamment les renseignements suivants :

- le n° de bon de commande (commençant par 45...)
- le numéro de marché « 2025.54»,
- la date de facturation
- les nom, adresse et raison sociale du titulaire,
- les noms et adresse du destinataire,
- la date de livraison,
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire, tel qu'il est précisé sur l'ATTRI1,
- la désignation en clair des matériels concernés et les quantités livrées,
- le prix hors taxes (HT),
- le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA)
- le prix toutes taxes comprises (TTC)

Sans l'intégralité des informations mentionnées ci-dessus, l'Agence comptable sera dans l'obligation de retourner les factures.

**14.2 - Les sommes dues**, autres que celles visées à l'article 17 sont payées dans un délai maximum de 30 jours à compter de la réception de la facture par le service facturier après admission des matériels.

Le taux des intérêts moratoires applicable est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. De plus, conformément à la loi du 28/01/2013, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement s'ajoute automatiquement, en cas de retard de paiement, aux intérêts moratoires dus au créancier.

**14.3 - Le règlement est effectué par virement administratif** au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son RIB ou de son RIP original joint à l'acte d'engagement.

**14.4 - L'ordonnateur de la dépense** est Monsieur le Président de l'Université de Lille.

**14.5 - Le comptable assignataire de la dépense** est Madame l'Agent Comptable de l'Université de Lille, Rue du Barreau, BP 60149, 59653 VILLENEUVE D'ASCQ Cedex.  
CCAP-2025.54

#### **14.6 – Nantissement**

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique

Le pouvoir adjudicateur délivre, sans frais, au titulaire qui en fait la demande, une copie de l'original du marché revêtue de la mention que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

La personne habilitée à fournir des renseignements est l'Agent Comptable de l'Université de Lille (Rue du Barreau, BP 60149, 59653 VILLENEUVE D'ASCQ Cedex).

#### **14.7 – Cautionnement**

Le titulaire du marché est dispensé de constituer un cautionnement. Le recouvrement des sommes dont il serait reconnu débiteur au titre du marché sera effectué selon la procédure de l'ordre de reversement.

#### **14.8 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12 du CCAG FCS.

#### **14.9 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

### **ARTICLE 15 – AVANCE FORFAITAIRE**

En vertu des articles R2191-3 à R2191-12 et R2193-17 à R2193-21 du Code de la commande publique, l'avance forfaitaire ne pourra pas être versée (délai d'exécution inférieur à 2 mois).

### **ARTICLE 16 – CHANGEMENTS AFFECTANT LE STATUT DU TITULAIRE**

Durant la période de validité du marché, le titulaire est tenu de communiquer par écrit à l'Université de Lille tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris

les changements d'intitulé du compte sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent marché.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le titulaire est informé que l'Université de Lille ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'ATTR11, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont l'Université de Lille n'aurait pas eu connaissance.

## **ARTICLE 17 - PENALITES**

Conformément à l'article 14 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur applique des pénalités de retard selon la formule définie dans ce CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut appliquer les pénalités pour retard sans mise en demeure du titulaire de présenter ses observations.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités n'est pas limité à un pourcentage du marché initial.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 € pour l'ensemble du marché.

## **ARTICLE 18 - RESILIATIONS**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché dans les conditions prévues au Chapitre 7 du CCAG FCS.

### **18.1 - Résiliation du marché pour non-conformité au RGPD**

a) Sans préjudice des dispositions du règlement (UE) 2016/679, en cas de manquement du sous-traitant aux obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses, le responsable du traitement peut donner instruction au sous-traitant de suspendre le traitement des données à caractère personnel jusqu'à ce que ce dernier se soit conformé aux présentes clauses ou jusqu'à ce que le contrat soit résilié. Le sous-traitant informe rapidement le responsable du traitement s'il n'est pas en mesure de se conformer aux présentes clauses, pour quelque raison que ce soit.

b) Le responsable du traitement est en droit de résilier le présent marché dans la mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel conformément aux présentes clauses si :

a. Le traitement de données à caractère personnel par le sous-traitant a été suspendu par le responsable du traitement conformément au point a) et le respect des présentes clauses n'est pas rétabli dans un délai raisonnable et, en tout état de cause, dans un délai d'un mois à compter de la suspension ;

b. Le sous-traitant est en violation grave ou persistante des présentes clauses ou des obligations qui lui incombent en vertu du RGPD ;

c. Le sous-traitant ne se conforme pas à une décision contraignante d'une juridiction compétente ou de l'autorité de contrôle compétente/des autorités de contrôle compétentes concernant les obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses ou du RGPD.

c) Le sous-traitant est en droit de résilier le présent marché dans la mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel en vertu des présentes clauses lorsque, après avoir informé le responsable du traitement que ses instructions enfreignent les exigences juridiques applicables conformément à la clause 14.1, le responsable du traitement insiste pour que ses instructions soient suivies.

À la suite de la résiliation du marché, selon le choix du responsable du traitement et sauf dispositions contraires le droit de l'Union ou le droit national, le sous-traitant supprime, toutes les données à caractère personnel traitées pour le compte du responsable du traitement et certifie auprès de celui-ci qu'il a procédé à cette suppression ;

Le sous-traitant continue de veiller à la conformité aux présentes clauses jusqu'à la suppression ou à la restitution des données.

#### **18.2. Résiliation pour motif d'intérêt général**

Conformément à l'article 38 du CCAG FCS, le pouvoir adjudicateur peut mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général.

Dans ce cas, et par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, le titulaire a droit à être indemnisé, uniquement, de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

### **ARTICLE 19 – LITIGES – REGLEMENT DES DIFFERENDS**

Les parties s'efforceront de trouver un règlement amiable à leurs différends.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations, qui pourraient survenir entre l'université et le titulaire du marché, ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Tout contentieux juridictionnel survenant au cours du présent marché sera du ressort du Tribunal Administratif de Lille.

## ARTICLE 20 – DEROGATION AU CCAG FCS

Il est dérogé aux articles du CCAG FCS, respectivement par les articles suivants du présent CCAP :

Articles du CCAP	Articles CCAG FCS
17	14 / 14.1.1 / 14.1.2 / 14.1.3
18.2	42

Fait en un seul original,  
A , le.....

A Lille, le

Le Représentant désigné de la société  
(Nom, signature et cachet commercial)

Le Pouvoir Adjudicateur